

Chloé Fauchon

Associée

Chloé Fauchon exerce au sein du groupe Droit administratif et à ce titre, représente divers clients (entreprises, municipalités et autres organismes publics) devant les tribunaux dans les domaines du droit de l'environnement, de l'aménagement du territoire et urbanisme, municipal, pénal et administratif. Dans ces mêmes matières, elle agit également comme conseillère juridique, notamment dans le cadre de projets d'implantation ou d'agrandissement d'établissements d'entreprises (industrielles ou commerciales) et de diverses transactions.

Passionnée des communications, Chloé signe plusieurs publications comme auteure dans divers domaines du droit et est régulièrement appelée à présenter des formations et conférences. Au cours de ses premières années de pratique, Chloé a été invitée à vulgariser sur le plan juridique certains sujets d'actualité dans les médias.

De même, au cours de ses premières années de pratique, tout comme dans le cadre de ses études en droit, Chloé s'est illustrée dans le cadre de différents concours de plaidoirie, ce qui lui donna l'opportunité de plaider devant l'honorable William Ian Corneil Binnie, ancien juge à la Cour suprême du Canada.

Au cours d'une session universitaire, Chloé a fait un stage en droit à la Direction des affaires juridiques du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et du ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports.



Mandats représentatifs

- Conseiller des entreprises commerciales et industrielles sur la législation et réglementation fédérale, provinciale et municipale applicables en matière d'urbanisme et d'environnement dans le cadre de projets d'implantation d'établissements (notamment dans le cadre d'un projet industriel portuaire d'envergure impliquant des autorisations des trois paliers fédéral, provincial et municipal)
- Conseiller une municipalité relativement à la constitutionnalité d'un règlement municipal
- Représentation d'entreprises (notamment dans les domaines aéroportuaire et minier) et de municipalités en défense à des poursuites pénales (notamment en matière environnementale) ou à des sanctions administratives pécuniaires du ministère de l'Environnement
- Représentation de municipalités dans le cadre de recours en injonction introduits en vertu de la Loi sur la

- qualité de l'environnement ou en application de leur réglementation d'urbanisme
- Représentation d'entreprises, de municipalités ou de particuliers dans le cadre de pourvois en contrôle judiciaire de décisions ministérielles ou municipales (en demande et en défense)
- Participation à la représentation d'une société d'État québécoise dans un recours en révision judiciaire d'une décision de la Régie de l'énergie
- Participation à la représentation d'institutions d'enseignement universitaire en défense dans des recours en contrôle judiciaire
- Représentation de municipalités devant des organismes administratifs
- Représentation de syndicats de copropriété dans des procédures visant à faire respecter les déclarations de copropriété (notamment pour faire cesser de l'hébergement touristique illégal)
- Assister l'avocate indépendante pour le Conseil canadien de la magistrature dans l'enquête publique au sujet du juge Michel Girouard
- Assister la procureure en chef pour le Bureau du coroner dans l'enquête publique concernant l'incendie de la Résidence du Havre à L'Isle-Verte

Entrevues

- Les modifications au Règlement sur les établissements d'hébergement touristique (RDI Économie), 2019
- Les pouvoirs des syndicats de copropriété en matière d'encadrement de l'hébergement touristique (RDI Économie et Radio-Canada-Émission 15-18), 2017
- Portée du Règlement sur les établissements d'hébergement touristique (Le Devoir, TVA-Salut Bonjour, 98,5-Paul Arcand et Radio-Canada-L'heure de pointe), 2016

Publications

- V. Belle-Isle, D. Bouchard, R. Daigneault et C. Fauchon, « Le nouveau Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement : proposition de lecture » Développements récents en droit de l'environnement, Édition Yvon Blais, 2020
- D. Bouchard et C. Fauchon, « La servitude d'écoulement naturel des eaux : où en sommes-nous ? », Développements récents en droit de l'environnement, Éditions Yvon Blais, 2019
- D. Bouchard et C. Fauchon, « De nouvelles limitations de droit public pour la protection des milieux humides et hydriques », Cours de perfectionnement du notariat, 2019
- D. Bouchard et C. Fauchon, « Les milieux humides et hydriques au coeur de la récente réforme de la gouvernance de l'eau au Québec », Développements récents en droit de l'environnement, Éditions Yvon Blais, 2018

- C. Fauchon, Commentaire sur la décision 9120-4883 Québec inc. c. Ville de Saint-Rémi – Le recours en expropriation déguisée dans un contexte de protection des milieux humides : le prix collectif à payer pour la protection de l’environnement, Repères, Éditions Yvon Blais, Octobre 2018
- C. Fauchon et C. Fortin, Commentaire sur la décision Ville de Rivière-du-Loup c. Procureure générale du Québec – L’interprétation de la notion de « matière résiduelle » au sens de la Loi sur la qualité de l’environnement et ses règlements : une affaire où l’innovation se bute à la loi, Éditions Yvon Blais, 2018
- C. Fauchon, Harcèlement criminel : les journalistes doivent-ils s’inquiéter?, L’Actualité, 2018
- C. Fauchon et M. Thiboutot, mise à jour du Fascicule 19 « Le régime contractuel de l’État », LexisNexis Canada, 2018
- C. Fauchon et S. Pierrard, Commentaire sur la décision *Cedrom SNI inc. c. La Dose pro inc.* – L’exception permettant l’utilisation d’une œuvre protégée par droit d’auteur à des fins de communication de nouvelles, Éditions Yvon Blais, 2017
- C. Fauchon et C. Fortin, Commentaire sur la Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin de moderniser le régime d’autorisation environnementale et modifiant d’autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert (projet de loi n° 102), Éditions Yvon Blais, 2017
- D. Bouchard et C. Fauchon, Regard sur la jurisprudence 2014-2016 en matière de protection de l’environnement, Développements récents en droit de l’environnement 2017, volume 433, Éditions Yvon Blais, 2017
- D. Bouchard, C. Fauchon, V. Belle-Isle, K. Opalka, L’adaptation aux changements climatiques, une préoccupation plus qu’environnementale, Développements récents en droit de l’environnement 2014, volume 385, Éditions Yvon Blais
- D. Bouchard et C. Fauchon, L’occupation du domaine public non autorisée : une source potentielle de vices de titres, Cours de perfectionnement du notariat, Éditions Yvon Blais, 2013

Formations données

- Formatrice pour la COMBEQ : « Les nouveaux règlements d’application de la Loi sur la qualité de l’environnement : un labyrinthe nécessitant un fil d’Ariane », automne 2020
- Formatrice pour l’ADMQ : « Les contrats municipaux dans la foulée de l’adoption des projets de loi 122, 155 et 108 », automne 2018
- Formatrice pour la COMBEQ : « Les milieux humides et hydriques : quels rôles pour les municipalités », printemps 2018
- Formatrice pour la FQM : « Rôles et responsabilité des élus », hiver 2018
- Formatrice pour les Éditions Yvon Blais : « La nouvelle Autorité des marchés publics : ses pouvoirs et ses effets sur les municipalités et les contrats municipaux », hiver 2018

Activités professionnelles et communautaires

- Participation au panel de discussion « Ensemble vers la parité : Regards croisés d’administratrices » organisé par la YWCA Québec, 2019
- Membre du comité Environnement du Jeune Barreau de Québec, 2019
- Animatrice d’un panel de discussion sur l’environnement précédant la projection du documentaire Demain dans le cadre du Festival de cinéma de la Ville de Québec, 2018
- Animatrice de l’émission Projection Libre sur les ondes de MATv, 2016 à 2017
- Participante au Défi 100 jours de l’Effet A, 2016
- Membre du comité des déjeuners-causeries de la Chambre de commerce de Québec, 2014 à 2017

Distinctions

- *Ones to Watch, The Best Lawyers in Canada* dans le domaine du Droit municipal, 2022
- Premier prix (Rabat d’Or), pour avoir été la meilleure oratrice du Jeune Barreau de Québec, 2018
- Bourse du Fonds Pierre-Cimon pour s’être distinguée lors de sa participation au concours de plaidoirie Laskin, 2012
- Premier prix (Jeremy Oliver) au concours de plaidoirie pancanadien Laskin, 2012
- Bourse en droit municipal de l’UMQ, l’ADGMQ et la COMAQ pour avoir rédigé un article sur un sujet d’intérêt relatif au milieu municipal et pour l’ensemble de son dossier académique, 2011

Formation

- Administratrice de sociétés certifiée (ASC), Collège des administrateurs de sociétés
- LL.B., Université Laval, 2012 , (inscription au Tableau d’honneur du doyen)

Conseils et associations

- Vice-présidente du Jeune Barreau de Québec, 2021
- Membre du conseil d’administration du Barreau de Québec, 2021
- Trésorière du Jeune Barreau de Québec, 2020
- Présidente de la section droit administratif de l’Association du Barreau canadien division Québec, 2015 à 2018, et membre du comité exécutif, 2013 à 2019
- Secrétaire et membre du conseil d’administration de la Table de concertation de l’industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale, depuis 2016
- Co-présidente, vice-présidente et membre du conseil d’administration de SPIRA, 2015 à 2019

